ASSEMBLÉE NATIONALE

15 juin 2023

D'ORIENTATION ET DE PROGRAMMATION DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE 2023-2027 -
(N° 1346)

Rejeté

AMENDEMENT

N ° CL118

présenté par

Mme Untermaier, M. Saulignac, Mme Karamanli, M. Vicot et les membres du groupe Socialistes
et apparentés (membre de l'intergroupe Nupes)

ARTICLE 7

Supprimer cet article.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement du groupe socialistes et apparenté vise à supprimer l'article 7 qui créé à titre expérimental une contribution pour la justice économique versée par la partie demanderesse.

Dans le dispositif envisagé, cette contribution devrait être versée à peine d'irrecevabilité. Les conséquences contentieuses pourraient être très lourdes.

De nombreux éléments ne sont pourtant pas prévus par le texte mais renvoyé à un décret et notamment le montant de cette contribution qui serait fixé selon un barème fixé par le Gouvernement.

La contribution pose le problème de l'accès au droit, bien que la contribution soit réservée aux demandes économiques et que les procédures collectives soient exclues. Cela donne le message que la justice devient payante et privée, pour la plupart des acteurs économiques.

Par ailleurs, les dispositions prises sont complexes et sources de contentieux.